

Anthony Gelao

FAIRE VIVRE LA CAUSE SOCIALE
AU 21^e SIÈCLE

-

POUR UNE STRATÉGIE
D'AUTONOMIE POPULAIRE



« Nous demandons que les biens économiques de la présente humanité soient administrés pour le mieux, afin que la servitude économique étant soulevée des nuques, les têtes libres se redressent, les corps vivent en santé, les âmes aussi. Nous sommes avant tout modestes. Un socialisme orgueilleux serait une aberration. »

Charles Péguy, *De la raison*, 1901

Sommaire

Introduction	1
Qu'est-ce que l'autonomie populaire ?	2
Aujourd'hui	3
La liste des gilets jaunes	4
Où en est la cause sociale ?	5
Protectionnisme et socialisme	9
Le libre-échange, moyen de chantage du capital	9
Le protectionnisme social	10
Le protectionnisme, conjonction de trois forces	11
Protectionnisme et Union européenne	12
Stratégie européenne	13
L'autonomie populaire	15
Petite politique et grande politique	16
Émergence du gauchisme culturel	16
Gauche et droite	17
Les erreurs de la gauche radicale	18
La question de la violence	18
La stratégie de l'autonomie populaire	19
Pour un antiracisme populaire	21
Intérêt égoïste et intérêt de classe	23
Le socialisme et le travail	24
Autonomie populaire et politique internationale	24
La question de l'immigration	27
Immigration, émigration et socialisme	27
Aujourd'hui	29
Les français et l'immigration	30
Comment parler de l'immigration ?	30
Conclusion	33

Introduction

Il y a en France assurément une grande incompréhension entre les classes populaires et les milieux militants de gauche, incompréhension qui se manifeste par la voie électorale (ou abstentionniste) depuis désormais un grand nombre d'années. Les classes populaires, dans leur grande majorité, boudent les programmes et discours de la gauche radicale. Pire que cela, lorsqu'elles votent elles ont plutôt tendance à placer en première position le parti qui est présenté comme l'ennemi idéologique ultime à savoir le Rassemblement National. Ainsi comme le note Roger Martelli pour l'élection présidentielle de 2022¹ « Au total, les catégories populaires continuent, soit de s'abstenir (les 25-34 ans ont davantage voté, mais pas les ouvriers...), soit de se tourner vers l'extrême droite quand elles votent. Cette propension est plus forte quand la part des catégories populaires est plus grande, et tout particulièrement dans les petites communes (près d'un tiers de la population métropolitaine) où l'éloignement des centres métropolitains est souvent vécu comme un déclasserment. »

Il y a ici quelque chose de très frustrant pour le militant de gauche. Il est déçu, et dérouté. Les sondages indiquent les uns après les autres que la première occupation des français est d'ordre économique (à travers la formule sondagière et un peu étroite du « pouvoir d'achat ») mais pourtant ceux-ci se détournent d'un programme comptant prendre au bras le corps les problèmes économiques ! « C'est à n'y rien comprendre ! » se dit le militant de gauche, les classes populaires montrent un tempérament somme toute révolutionnaire lors des gilets jaunes mais le jour de l'élection, tout tombe à plat !

Il y a en effet quelque chose d'incompréhensible pour qui ne regarderait pas en détail. Le moindre que l'on puisse dire, c'est que la gauche radicale peine à diffuser son message. Bien évidemment, les économistes orthodoxes ont une position dominante dans le système médiatique, ce qui n'aide pas à la tâche, mais il existe dans notre pays une forte demande d'explications économiques et politiques alternatives qui n'est manifestement pas comblée (ou bien trop souvent comblée par des théories farfelues de type complotiste).

Il est certain que le virage libéral du PS est la cause majeure du divorce historique entre la gauche et les classes populaires. Toutefois rendre le PS seul responsable de la situation est abusif, car le vote des catégories populaires ayant lâché le PS ne s'est pas plus dirigé vers la gauche radicale, et l'ancrage territoriale dont disposait le PS à son maximum n'a jamais été retrouvé.

Pourtant, la cause sociale a de très bonnes cartes à jouer, puisqu'elle détient des clés explicatives pour comprendre la dégradation économique que subissent les classes populaires, et surtout, des solutions alternatives à celles du centre macroniste. Mais les cartes ont été jusqu'ici mal jouées, l'incompréhension entre la gauche radicale et les classes populaires demeure, et point de plus en plus le sentiment qu'il y a ici un grand potentiel qui n'est pas exploité.

La cause sociale est dans une position rhétorique favorable, en théorie, car le pouvoir ne promet rien d'autre que l'austérité à perpétuité. Le projet d'Emmanuel Macron est angoissant. La politique néo-libérale nous conduit à un déclin économique *sûr et certain*. Il y a donc tout l'espace pour pouvoir porter une contestation efficace, pour peu de faire preuve de tact. Il faut pouvoir traduire cette position rhétorique favorable en résultats électoraux majoritaires.

¹ « Présidentielle : le vote, le territoire et la classe sociale » pour *Regards*, avril 2022

La thèse soutenue dans ce texte est que l'incompréhension entre les classes populaires et la gauche radicale est principalement dû à la *qualité* du discours proposé par cette dernière, qui présente un certain nombre de problèmes. Dans cette vision, ce sont les classes intellectuelles qui doivent se remettre en question, et non pas les classes populaires. L'intention du texte est de proposer des pistes afin de sortir de l'impasse dans laquelle se trouve la gauche radicale, en suivant une stratégie d'autonomie populaire se déclinant sur plusieurs aspects.

Qu'est-ce que l'autonomie populaire ?

Ce principe est directement inspiré par le principe d'autonomie ouvrière qui avait autrefois cours dans le mouvement socialiste. Né au cours du 19^e siècle, l'autonomie ouvrière est un concept qui postule qu'afin de pouvoir s'émanciper, le prolétariat doit développer son autonomie par rapport à la sphère du capital. Le principe est résumé dans la célèbre formule de Marx et de la première Internationale « L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ».

Cette idée, qui avait une réalité très concrète en ces temps-là, s'est déclinée dans toutes les tendances du mouvement ouvrier. Ainsi pour les anarcho-syndicalistes l'autonomie ouvrière s'incarnait dans les syndicats contre l'emprise des partis politiques, pour les conseillistes il s'incarnait dans les assemblées ouvrières, contre l'emprise à la fois des syndicats et des partis. Mais le principe d'autonomie ouvrière était également présent dans les partis socialistes eux-mêmes, où il se traduisait par une méfiance vis-à-vis de la gauche républicaine, renvoyé dos-à-dos à la droite réactionnaire comme deux éléments de la bourgeoisie.

Prenons quelques exemples pour illustrer le principe d'autonomie ouvrière qui avait cours au sein des partis. Sous le second Empire, les socialistes français de la 1^{ère} Internationale refusaient formellement de se positionner entre la gauche républicaine et Napoléon III, bien qu'ils étaient tous républicains dans l'âme². Ce positionnement paraît choquant a posteriori, mais l'objectif affiché à l'époque était de se différencier du jeu politique bourgeois, et de s'en tenir strictement aux questions économiques et sociales, en quoi résidait l'originalité du socialisme. Ce qui pouvait mener à certaines dérives.

Ainsi un autre exemple pour illustrer l'autonomie ouvrière est la position du socialiste Jules Guesde durant l'affaire Dreyfus. Bien qu'il savait Dreyfus innocent, Guesde refusait à ce que les socialistes se positionnent dans ce débat qui ne concernait pas la question sociale. Il estimait que les débats sur l'affaire Dreyfus divisaient la bourgeoisie en deux fractions et que les socialistes n'avaient pas à soutenir un camp plutôt que l'autre.

Il ne s'agit pas ici de réhabiliter la position de Jules Guesde mais d'illustrer le principe d'autonomie ouvrière. Car ici c'est plutôt Jean Jaurès, qui était loin d'être un puriste de l'autonomie ouvrière, qui avait raison face à Guesde, en estimant que les socialistes ne pouvaient pas rester muet concernant cette affaire qui secouait l'entièreté de la société.

² C'est également la position qu'adoptèrent les socialistes allemands sous le deuxième Reich, qui, sous la menace d'une interdiction, ne se prononçaient formellement pas pour la mise en place d'une république et évitaient la critique de la forme impériale du gouvernement.

Enfin, pour citer un livre emblématique de la culture française, quand Victor Hugo décrit les socialistes de son époque dans les Misérables³, sa première constatation était que ceux-ci mettaient de côté la question des droits :

« Ces hommes laissaient aux partis politiques la question des droits, ils s'occupaient de la question du bonheur.

Le bien-être de l'homme, voilà ce qu'ils voulaient extraire de la société.

[...]

Ces hommes qui se groupaient sous des appellations différentes, mais qu'on peut désigner tous par le titre générique de socialistes, tâchaient de percer cette roche et d'en faire jaillir les eaux vives de la félicité humaine. »



Alors même que les débats bourgeois étaient d'une grande gravité, puisqu'il était question de la forme même, démocratique ou non, du gouvernement, les socialistes préféraient adopter une attitude de mise en retrait. Les ouvriers de ces époques, humiliés, réduits à l'extrême pauvreté, étranglés économiquement, répondaient trop souvent par une attitude farouche et une imperméabilité aux idées bourgeoises. Il n'est évidemment plus question de ceci aujourd'hui, la condition des travailleurs s'est grandement améliorée et les débats bourgeois sont devenus bien moins graves qu'autrefois. La République est définitivement installée. Surtout les classes populaires sont, comme toute la population, pénétrées par les principes de l'individualisme, triomphant à notre époque, dans ses bons comme dans ses mauvais aspects.

Aujourd'hui

À notre époque, ce principe d'autonomie ouvrière⁴ a ressurgi avec force durant le mouvement des Gilets jaunes survenu en novembre 2018. Ce mouvement social auto-organisé, hors des partis et des syndicats, se proclamait « apolitique » pour bien se différencier du jeu politicien. Bien que le terme d'artisan eût été plus adapté, car les gilets jaunes faisaient de la politique, on voit assez clairement la filiation historique qui s'est opérée avec les anciens principes d'autonomie ouvrière.

³ Les Misérables, Tome IV, Livre I, IV « Lézardes sous la fondation », 1862

⁴ Il serait toutefois inexact de qualifier ce principe d'autonomie ouvrière désormais, de par la proportion de plus en plus faible d'ouvriers au sein des classes populaires, c'est pourquoi le terme d'autonomie populaire est plus adapté.

Le mouvement des gilets jaunes est instructif à plus d'un titre, sur le plan psychologique le mouvement a provoqué une formidable mise à nu de l'hypocrisie des classes dirigeantes qui ont été pris de panique devant des revendications somme toute modestes. Les français ont soutenu de façon importante le mouvement à ses débuts⁵, et ils ont pu constater parallèlement le parti-pris des grands médias, privés comme publics, en faveur du gouvernement.

La liste de revendications que les gilets jaunes ont publiée est également instructive, car c'est un document de politique général émanant des classes populaires sans l'intermédiaire d'institutions représentatives.

La liste des gilets jaunes

Cette liste de 42 points, publiée le 28 Novembre 2018 au cœur de la crise, présente un aspect brut et sautant d'un sujet à l'autre, toutefois il est possible d'y dégager la philosophie générale qui s'y exprime.

Première constatation, dans cette liste, les revendications des salariés (par exemple l'augmentation du SMIC, l'indexation des salaires à l'inflation, la limitation des CDD pour favoriser les CDI, etc.) étaient mêlées aux revendications des artisans et petits patrons (par exemple la baisse des impôts et des taxes sur les artisans et TPE/PME, la proposition « favoriser les petits commerces et de cesser la construction de grands centres commerciaux », l'établissement du même système de sécurité social pour les artisans et autoentrepreneurs, etc.).

Toutes ces revendications étaient mêlées à des objectifs et des lignes de politique économique général (Objectif zéro SDF, grand plan d'isolation général, défense du système de retraite socialisé, retraite à 60 ans, fin du CICE, fin de l'austérité, nationalisation du gaz, de l'eau et des autoroutes, etc.).

La liste met le doigt sur un point tout à fait décisif dans la proposition : « Protéger l'industrie française : interdire les délocalisations. Protéger notre industrie c'est protéger notre savoir-faire et nos emplois ». Car c'est sur ce problème majeur de la désindustrialisation que se situe le champ de bataille de la lutte des classes en France à notre époque, mais nous y reviendrons.

Sur le plan des propositions démocratiques, la proposition phare était l'inscription du Référendum populaire⁶ dans la Constitution. Suivaient d'autres propositions de réduction des rémunérations du personnel politique (notamment la mesure un peu drastique « Tout représentant élu aura le droit au salaire médian »).

Enfin sur la question migratoire, la liste demandait à ce que les causes des migrations forcées soient traitées, et que les demandeurs d'asile soient bien traités. Il était demandé également que les déboutés du droit d'asile soient reconduits dans leurs pays d'origine et qu'une réelle politique d'intégration soit mise en œuvre.

⁵ Ainsi le soutien mesuré par les sondages oscillait autour de 70% dans les deux premiers mois du mouvement. Voir la page Wikipédia « Sondages d'opinion sur le mouvement des Gilets jaunes ».

⁶ Avec un Référendum populaire fonctionnant selon cette modalité : Création d'un site lisible et efficace, encadré par un organisme indépendant de contrôle où les gens pourront faire une proposition de loi. Si cette proposition de loi obtient 700 000 signatures alors cette proposition de loi devra être discutée, complétée, amendée par l'Assemblée Nationale qui aura l'obligation, (un an jour pour jour après l'obtention des 700 000 signatures) de la soumettre au vote de l'intégralité des Français.



Ainsi, avec intelligence, la listes des revendications rassemblait l'ensemble des catégories populaires autour d'axes communs de politique générale, tout en intégrant les revendications particulières propres à la classe sociale des salariés et des petits-patrons.

Les non-dits dans cette liste sont plus instructifs encore, les gilets jaunes ont évité tous les pièges tendus par la politique politicienne en ne parlant tout simplement pas des « questions de société », on ne retrouve en effet dans cette liste aucune proposition portant sur le voile, ou sur la corrida, ou sur la GPA/PMA, ou sur l'écriture inclusive, etc. Cela s'explique très bien, car les gilets jaunes, en cherchant un moyen de trouver des propositions rassemblant tous les manifestants, en sont tout naturellement venus à des propositions d'ordre économique et démocratique, et ont écarté les propositions de nature clivantes.

C'est dans cette stratégie rhétorique que l'on retrouve l'esprit de l'autonomie populaire à notre époque. Et ce texte se propose, en bonne partie, de la transposer au niveau des partis politiques. Bien entendu, il faut pour cela établir en premier lieu un constat de la situation politique telle qu'elle est.

Où en est la cause sociale ?

Il faut prendre acte de la situation désastreuse du socialisme que ce soit à l'internationale comme au niveau national. Il n'existe plus aucune flamme révolutionnaire dans le monde. L'URSS s'est effondrée, la Chine est devenue la grande usine du capital international, le Vietnam communiste a suivi le même mouvement d'intégration, que Cuba ne devrait pas tarder à suivre. Il n'existe plus de leadership dans le socialisme international, pour le meilleur et pour le pire, et à vrai dire peu d'espérance d'un changement prochain.

Au niveau national, la situation n'est guère meilleure. Voilà maintenant une quarantaine d'années que les travailleurs et les syndicats font face à des reculs qui semblent inéluctables, le cœur n'y est plus, et rien ne semble pouvoir stopper la marche implacable du capital et la baisse continue des conditions économiques des classes populaires.

La classe ouvrière n'a pas joué le rôle révolutionnaire qui lui était dévolu par la théorie marxiste, comme l'analyse très bien Denis Collin dans un texte intitulé fort-à-propos *Ne pas se raconter d'histoires*⁷ :

⁷ Publié sur son blog *La Sociale*, janvier 2022

« Selon le schéma classique et faussement rassurant du marxisme standard, la bourgeoisie renversait le féodalisme par des révolutions bourgeoises, puis le prolétariat devait à son tour renverser la bourgeoisie pour établir sa propre domination. Marx n'a pas peu contribué à populariser ce schéma que, cependant, on ne peut pas déduire des analyses géniales du *Capital* et des autres grandes œuvres de cet auteur éminent. En vérité, les révolutions bourgeoises ne sont pas très nombreuses. L'Angleterre, la France, les États-Unis, si on veut. Mais en Allemagne, en Italie, dans les pays scandinaves, la « révolution » a été faite par en haut, c'est-à-dire par les classes dominantes qui se sont transformées et se sont adaptées à un nouveau cours du monde qui leur semblait finalement avantageux.

Pour les révolutions ouvrières, il n'en va pas mieux. Nulle part la classe ouvrière n'a pris le pouvoir en un siècle et demi. La « révolution ouvrière » que fut la Commune de Paris fut un solo qui se termina en chant funèbre, comme Marx l'avait prévu. En Allemagne, la révolution née sur le terreau de la défaite militaire en 1918 fut écrasée dans le sang et finalement la seule révolution allemande victorieuse fut la « révolution brune ». En Russie, la classe ouvrière n'a jamais pris le pouvoir. Le parti bolchevik, parti de la petite-bourgeoisie intellectuelle et de l'élite ouvrière, a réussi un coup de force et, en raison des circonstances exceptionnelles, ce coup de force, au lieu de se terminer en défaite comme les autres révolutions ouvrières en Europe, a donné naissance à un régime bureaucratique, ayant de nombreux traits du « despotisme asiatique », mais un despotisme asiatique qui se serait donné la mission d'industrialiser le pays. La dissolution de l'URSS en 1991 met fin à l'expérience. On est passé du capitalisme balbutiant d'avant 1917 au capitalisme d'État oligarchique de la Russie de Poutine. Il n'y a pas eu de révolution dans les pays de l'Est, sauf dans trois cas : l'insurrection des travailleurs de la Staline Allee à Berlin-Est en 1953 ; la révolution hongroise de 1956 ; et la révolution ouvrière polonaise de Solidarność. Dans les trois cas, la révolution fut écrasée par les chars soviétiques et les forces armées locales des partis dits communistes.

[...]

Les révolutions bourgeoises ont réussi parce que la bourgeoisie détenait déjà le pouvoir. Et les révolutions ouvrières ont toutes échoué parce qu'une classe dominée ne devient pas une classe dominante ! »

L'histoire atteste effectivement que le schéma du « marxisme standard » ne s'est pas réalisé, l'attitude qui consiste à attendre la venue inéluctable et mécanique d'une révolution doit être condamné, car il s'agit d'agir dès à présent afin de pousser en avant les intérêts des classes populaires. La classe dominée ne devient pas subitement dominante par une sorte de coup de théâtre social qui renverserait les rapports de force économiques, car ces derniers évoluent selon des schémas de long-terme.

La bonne attitude à suivre pour le socialisme est plutôt de pousser en avant les intérêts des classes populaires afin de pouvoir espérer un jour que celle-ci, étant suffisamment puissantes économiquement, puissent apporter des changements structurels dans le système économique et politique, et pourquoi pas, le révolutionner complètement par une socialisation des moyens de production.

Pousser en avant les intérêts des classes populaires, cela doit faire selon un axe bien précis, défini brillamment par Jean Jaurès avec sa doctrine de « l'évolution révolutionnaire »⁸. Cette doctrine, souple,

⁸ Voir à ce propos le livre de Jean-Pierre Scot « Jaurès et le réformisme révolutionnaire », Seuil, 2014)

républicaine, adaptable à notre époque, doit être réhabilitée au sein du socialisme face à l'échec historique du marxisme-léninisme.



« Pour assurer l'ordre socialiste, nous dit Jaurès⁹, il faut :

1. Développer la puissance économique de la nation.
2. Développer la puissance économique des travailleurs. »

La socialisation des moyens de productions reste l'objectif final du socialisme pour Jaurès, toutefois, loin d'attendre une catastrophe sociale qui se retournerait en une révolution victorieuse, la méthode pour y parvenir est de pousser en avant la puissance économique des travailleurs dès à présent.

Autre élément important, il faut savoir, selon Jaurès, distinguer le « réformisme réformiste » qui ne propose que des rustines pour pallier aux méfaits du capitalisme, du « réformisme révolutionnaire » qui vise des réformes structurelles améliorant la position des travailleurs dans le rapport de force.

À notre époque du libre-échange et de la mondialisation, développer conjointement la puissance économique de la nation¹⁰ et des travailleurs ne peut se faire qu'à travers la formule d'un protectionnisme social, qui doit être l'horizon du socialisme en notre temps.

⁹ « Le but et le chemin » La Dépêche, 11 Décembre 1893

¹⁰ Par la formule « développer la puissance économique de la nation » il faut entendre chez Jaurès le développement des forces productives de la nation, et non pas le développement de la nation par impérialisme.

Protectionnisme et socialisme

Le libre-échange, moyen de chantage du capital

Cette question du protectionnisme ou du libre-échange est la bataille principale de la lutte des classes à notre époque. Et c'est une bataille somme toute décisive car c'est elle qui va décider de la dynamique sociale.

Sous libre-échange les classes populaires sont écrasées, elles sont en recul. La lutte des classes étant un conflit se déroulant principalement sur le mode du chantage, nous pouvons dire que le grand capital a trouvé le moyen de chantage ultime avec le libre-échange. Les travailleurs français ont été mis en concurrence avec la main d'œuvre la plus exploitée du monde entier, ils ont été placés face à la réalité terrible des délocalisations.

Le chantage exercé par la grande bourgeoisie se résume ainsi : « Soit on baisse vos salaires et vos conditions de vie, soit on délocalise ». Une logique angoissante nous envahit alors, devra-t-on baisser nos salaires jusqu'au niveau de celui des salariés chinois pour que les capitalistes daignent enfin investir en France ?

Les économistes libéraux prennent toujours soin de présenter la mondialisation et le libre-échange comme étant des phénomènes naturels. « C'est ainsi » nous disent-ils, l'ouvrier français touche beaucoup trop par rapport à son homologue chinois, pourquoi diable un investisseur viendrait-il alors en France ?

C'est oublier bien vite que l'ouvrier français a été placé en concurrence avec l'ouvrier chinois uniquement suite à un ensemble de traités commerciaux qui ont été signés. Et tout ceci n'est évidemment pas naturel, la nature n'a pas décrété la mobilité des capitaux et la libre-circulation des marchandises, tout ceci est évidemment politique.

Avec la liberté de circulation des marchandises et des capitaux, les capitalistes disposent de toute la souplesse souhaitée pour réaliser leurs investissements. Comme un consommateur faisant jouer la concurrence entre, par exemple, deux opérateurs de téléphonie pour choisir le plus avantageux ; le capitaliste fait jouer la concurrence entre deux pays pour choisir dans lequel son investissement sera le plus rentable.

Les ouvriers se retrouvent alors sur la défensive, la pente leur est défavorable, ils n'ont rien à réclamer si ce n'est que leurs usines ne ferment pas.

Si le libre-échange n'existait pas, notamment ici la liberté de circulation du capital, le capitaliste n'aurait pas la possibilité de faire jouer cette concurrence entre les pays et les travailleurs des différents pays, car il serait tout simplement contraint de devoir investir dans le pays où il a accumulé son capital.

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre l'abaissement continu du niveau de vie des classes populaires françaises durant ces quarante dernières années. Le libre-échange a été l'outil du grand capital afin d'accroître son taux de profit, au détriment des travailleurs.

Le protectionnisme social

L'objectif du protectionnisme social est d'inverser cette dynamique funeste de dégradation économique sans fin pour retrouver la voie du progrès social. La formule consiste à allier un protectionnisme intégral avec les revendications propres aux intérêts des classes populaires.

Par protectionnisme intégral il faut entendre : taxes et quotas d'importations, contrôle des capitaux, dévaluation (donc sortie de l'euro), réduction des flux migratoires. Tout ceci étant accompagné d'une nationalisation des secteurs-clés de l'économie.

Il s'agit par le protectionnisme de retirer à la bourgeoisie son moyen de chantage, afin que la lutte des classes puisse retrouver son cours normal. Il s'agit de séquestrer la production et le capital dans les frontières nationales, à l'empêcher de fuir et de chercher profit ailleurs. Voilà de quoi améliorer de façon structurelle la position économique des classes populaires. Sans moyen de chantage exercé contre elles, il est raisonnable de penser que les classes populaires seront en meilleure position politique également.



Le capitalisme industriel est préférable au capitalisme financier, dans l'intérêt des classes populaires. Car le capitalisme industriel offre un environnement où il est possible de développer la puissance économique des travailleurs. C'est pourquoi il faut aujourd'hui soutenir le protectionnisme afin de redonner la prééminence au capitalisme industriel contre la mainmise du capitalisme financier sur l'économie de notre pays.

Car en France c'est effectivement le capitalisme financier qui impose ses vues, ce qui nous a conduit à une désindustrialisation, et à un déficit commercial permanent (85 milliards d'€ en 2021¹¹, ce qui a constitué un nouveau record, mais la situation de déficit commercial annuel existe depuis 2003). Sans compter les pertes de savoir-faire et de moyens techniques, dont la nation se retrouve de plus en plus dépourvue.

Globalement, le capitalisme financier aime la monnaie forte et le libre-échange, tandis que le capitalisme industriel aime la monnaie faible et s'accommode bien du protectionnisme. En France, il faut également noter la particularité de l'industrie du luxe (dans les vêtements ou spiritueux par exemple) qui est également libre-échangiste.

¹¹ Chiffres INSEE

Le protectionnisme, conjonction de trois forces

Avoir une industrie forte et développée est essentiel à un pays pour défendre son indépendance nationale, ce qui est apparu avec évidence lors de la crise du coronavirus qui a révélé la faiblesse de la production intérieure en France et l'état de dépendance à l'extérieur que cela implique.

Nos politiciens nous ont amené vers un modèle d'importation des marchandises, de chômage de masse, et d'endettement de l'Etat. Le libre-échange empêche la conduite d'une stratégie de commerce international, qui est la clé du développement des nations.

Aussi, le protectionnisme est un outil indispensable à la mise en place d'une véritable politique écologique. Faire venir de l'autre bout du monde des produits que l'on pourrait fabriquer ici paraît absurde du point de vue environnemental. Et la relocalisation de l'économie, souhaitable pour des raisons écologiques, doit nécessairement passer par l'échelon nationale, il ne peut en être autrement.

C'est pour ces raisons que le protectionnisme réuni sur lui la conjonction de trois forces, il relève à la fois de l'intérêt national, de l'intérêt des travailleurs et de l'intérêt de l'environnement. Et c'est pour toutes ces raisons que le protectionnisme doit être l'objectif immédiat principal du socialisme en France.

Il existe une différence intellectuelle entre le socialisme, qui préconise la socialisation des moyens de production comme objectif final, et la tendance des « républicains rouges », qui défendent les options pratiques du socialisme sans croire dans la nécessité de socialisation des moyens de production. Dans l'état actuel des choses, cette différence ne doit pas donner lieu à des ruptures programmatiques. Socialistes et républicains rouges doivent être main dans la main, ils doivent être la même main. Ce n'est que dans un second temps et en cas de victoire sur la question du protectionnisme que leurs chemins devront se séparer.



La cause sociale doit garder son indépendance, puisque dans l'état des choses (mais les choses peuvent évoluer) elle est la seule à pouvoir porter un vrai protectionnisme sur ses épaules. C'est-à-dire l'intérêt national.

En outre, la stratégie d'union des deux bords, visant à réunir les souverainistes de gauche et de droite et qui a longtemps été prônée par Jean-Pierre Chevènement, a été un échec. Il est tout à fait préférable pour la cause sociale de garder son indépendance plutôt que de s'allier à la droite souverainiste, qui, telle qu'elle est représentée, tend bien trop vers la xénophobie, la haine anti-musulman et la démagogie la plus basse. En outre, elle s'est ridiculisée durant l'épidémie de COVID par des positions outrancières et antisciences, et par son pro-poutinisme précédant l'invasion de l'Ukraine.

Protectionnisme et Union européenne

Évidemment, imposer le protectionnisme nécessite un conflit avec l'Union Européenne, qui a inscrit le libre-échange entre ses membres dans ses traités fondateurs, et négocie avec l'extérieur des traités de libre-échange. Ainsi, l'UE négocie actuellement pour pousser encore plus loin ce libre-échange avec l'Inde, la Nouvelle-Zélande, l'Australie, et avec le « Mercosur » (Marché commun du Sud qui représente plusieurs Etats sud-américains dont le Brésil et l'Argentine).

Un problème particulier se pose avec la monnaie de l'UE, l'euro, et il faut saluer ici la ténacité des économistes et penseurs qui ont alerté sur ce problème.

Car l'euro est un échec du point de vue même des économistes orthodoxes. La convergence promise entre les économies des différents pays n'a pas eu lieu, et c'est au contraire une divergence que l'on constate, les pays les plus puissants au moment du lancement de la monnaie unique sont devenus plus puissants et les pays les plus faibles sont devenus plus faibles. L'euro a fait la puissance commerciale de l'Allemagne et l'impuissance de la France et des pays d'Europe du Sud. Il était également promis au départ de l'euro une augmentation des échanges entre les pays européens, qui n'a pas eu lieu non plus, tandis que l'objectif de rivaliser avec le dollar en tant que monnaie de réserve internationale n'a pas non plus été atteint.

Le taux de change non-adapté de l'euro pour la France et les pays d'Europe du Sud entrave leur développement industriel. Ces pays ne peuvent pas tenir la concurrence avec la puissance industrielle allemande sans avoir la possibilité de dévaluer leur monnaie, ce qui les entrave également pour le commerce extérieur à la zone euro.

L'impossibilité de réguler le commerce extérieur par l'ajustement du taux de change se fait payer par les travailleurs. Ainsi comme le dit l'économiste Frederic Farah¹² : « On a fabriqué une monnaie où, comme il n'y avait plus d'ajustement possible par les changes en cas de choc, ce qui sert pour absorber les chocs devient les salaires et les droits des travailleurs. On est passé de la dévaluation externe à la dévaluation interne. Et c'est affreux parce que ça a fonctionné. On a vu ça avec les pays du Sud, notamment avec la Grèce. L'euro est devenu, au fil de sa conception, une arme du capital contre le travail. Lorsque vous couplez l'euro à la mobilité des capitaux, vous avez un rapport de classe qui devient complètement favorable au capital et défavorable au travail, à la protection sociale. »

Ainsi un protectionnisme en France pourrait être complet uniquement s'il est accompagné d'une dévaluation et d'une récupération de la souveraineté monétaire, ce qui implique une sortie de l'euro.

¹² Entretien pour QG, janvier 2022

Stratégie européenne

Les européistes veulent se garder le monopole de la raison et tentent de discréditer les idées protectionnistes en les faisant passer pour xénophobes, animées par de mauvaises passions, irrationnelles, etc. C'est pourquoi il est tout à fait nécessaire de se parer en amont de ces attaques en présentant le différent que nous avons avec l'UE comme un différent d'ordre technique, et non pas d'ordre sentimental ou émotionnel. Nous aimons les peuples européens et nous n'avons aucun grief à leurs égards. C'est avant tout un problème de politique monétaire et commerciale qui se pose par notre appartenance à l'UE, c'est-à-dire des problèmes d'ordre techniques, dépassionnés.

Si nous sommes protectionnistes sur l'économie, c'est parce qu'il en va du bon sens, et nous ne voulons pas d'une fermeture de la circulation culturelle ou de la circulation des idées. Il faut décorrélér ces deux choses différentes avec force. Nous ne sommes porteurs d'aucune haine envers aucune nation, et nous souhaitons simplement doter notre pays des moyens pour assurer son développement.

Ainsi notre cœur est européen mais c'est notre raison qui nous pousse à émettre de graves critiques envers l'Union européenne, sa politique et sa monnaie. Il s'agit de transmettre ce message clairement et sans ambiguïté pour court-circuiter les attaques des euro-libéraux.



L'Union européenne a été construite sur le principe majeur d'instaurer une concurrence libre et non faussée entre les entreprises européennes, à travers la formule du marché unique. Mais la concurrence libre entre les entreprises implique une concurrence fiscale et sociale vers le bas entre les Etats qui composent l'Union, dans le but d'attirer ces mêmes entreprises.

Ainsi l'UE instaure le principe général de concurrence en Europe, entre les entreprises, les Etats, et les travailleurs. Or la concurrence est l'exacte opposée de la coopération. Et nous sommes favorables à toute proposition de coopération véritable entre les pays européens.

Il n'y a que des preuves d'amour disait le poète, et on peut imaginer par exemple des propositions de coopérations économiques, mais aussi des propositions de coopérations culturels entre les pays européens, dans le domaine du cinéma, de la musique, etc. afin de contrer l'hégémonie culturelle américaine sur le continent.



Malgré tous les problèmes bien connus liés à cette monnaie, il faut bien dire que l'euro a bonne presse en France. Ainsi, dans une enquête réalisée en janvier 2022¹³, 63% des français disent se sentir plus proches de l'opinion « Je souhaite que la France conserve l'euro comme monnaie unique » contre 26% des français se sentant plus proches de l'opinion « Je souhaite que la France revienne à sa monnaie nationale mais je pense que cela n'est pas possible » et 11% des français se sentant proches de l'opinion « Je souhaite que la France revienne à sa monnaie nationale et je pense que cela est possible ».

L'opinion peut basculer sur ce sujet, puisque c'est principalement l'ignorance des mécanismes monétaires qui se jouent avec l'euro qui produit ces résultats, ignorance qui est largement entretenue par le système médiatique. Les économistes et chroniqueurs économiques présents dans les grands médias évitent soigneusement de parler de ce sujet, pourtant central.

Soulignons que les gilets jaunes, pourtant à la pointe de la contestation, n'ont pas évoqué ce problème dans leurs revendications, ce qui eût été tout à fait logique compte tenu de la teneur de ces revendications. Celles-ci étaient en grande partie d'ordre fiscal, or la politique monétaire détermine en grande partie la politique budgétaire et donc la politique fiscale.

De fait, il faut prendre compte l'état de l'opinion publique pour communiquer sur ce sujet. C'est pourquoi il est préférable d'intégrer l'objectif d'une sortie de l'euro comme un élément d'un projet protectionniste global plutôt que comme l'élément principal d'un programme politique. Proposer le Frexit ne fera pas recette en France comme cela a pu être le cas en Angleterre avec le Brexit.

C'est par les questions sociales et économiques qu'il faut attraper l'électorat, puis proposer les solutions protectionnistes générales, et c'est seulement dans un troisième temps qu'il faut déployer les raisons pour lesquelles l'union européenne et l'euro posent problème.

L'approche en plan A plan B que proposait LFI en 2017 était par exemple une bonne solution. L'idée était de proposer une renégociation des traités européens dans un premier temps en plan A, puis en cas d'échec des négociations, de proposer une sortie unilatérale des traités en plan B.

Il est extrêmement improbable que l'UE accepte de remettre en cause les principes libre-échangistes qui l'ont fondé, c'est pourquoi le plan A apparaît impossible à réaliser. Cette proposition doit donc être faite avec une intention véritable de réaliser le plan B, c'est-à-dire la sortie unilatérale des traités européens.

L'idée est, de par la formulation d'un plan A improbable, d'aller jusqu'à la rupture des négociations avec l'UE pour mettre les français au pied du mur, « Nous avons tout essayé lors des négociations mais il nous faut désormais sortir des traités européens pour pouvoir mettre en œuvre le programme pour lequel nous avons été élu ». Dès lors un basculement de l'opinion sur l'euro devient possible et un référendum devient envisageable.

¹³ Ifop pour la Fondation Jean-Jaurès, « Les Français et les 20 ans de l'euro ».

L'autonomie populaire

« Cherchons donc dans les idées et dans les faits, en dehors des adorations, gémissements et superstitions vulgaires, ce que nous devons penser de la capacité et de l'idoneité politique de la classe ouvrière comparée à la classe bourgeoise.

[...]

Pour qu'il y ait dans un sujet, individu, corporation ou collectivité, capacité politique, trois conditions fondamentales sont requises :

- 1) Que le sujet ait conscience de lui-même, de sa dignité, de sa valeur, de la place qu'il occupe dans la société, du rôle qu'il remplit, des fonctions auxquelles il a droit de prétendre, des intérêts qu'il représente ou personnifie ;
- 2) Comme résultat de cette conscience de lui-même dans toutes ses puissances, que ledit sujet affirme son idée, c'est-à-dire qu'il sache se représenter par l'entendement, traduire par la parole, expliquer par la raison, dans son principe et ses conséquences, la loi de son être ;
- 3) Que de cette idée, enfin, posée comme profession de foi, il puisse, selon le besoin et la diversité des circonstances, déduire toujours des conclusions pratiques. »

Pierre-Joseph Proudhon, *De la Capacité des classes ouvrières*, 1865

Petite politique et grande politique

On peut différencier ce qu'on appelle la grande politique de ce qu'on appelle la petite politique. La grande politique concerne : les questions économiques au sens large, la diplomatie, les questions de souveraineté, l'organisation de la démocratie, etc. La petite politique concerne les questions de mœurs et les questions de société, qui ont leur importance également, mais moindre.

Tout le jeu de la bourgeoisie consiste à valoriser la petite politique au détriment de la grande politique. Pour cela, ils nous bombardent d'informations sur la petite politique et nous sèvent d'informations sur la grande politique, si ce n'est la désinformation habituelle. Cette technique de fabrication du consentement est terriblement efficace, mais quiconque est bien formé à l'usage de la raison sait reconnaître la supériorité en gravité et en importance de la grande politique.

La désinformation sur tout ce qui concerne la grande politique se tient dans des proportions importantes. Outre les questions internationales, sur laquelle les grands médias de chaque pays suivent systématiquement la position de leur gouvernement au détriment de l'objectivité, c'est sur les questions économiques que la désinformation atteint des sommets.

En France, on observe un boycott quasiment absolu des économistes hétérodoxes¹⁴, et les citoyens qui ne s'informent que par les médias mainstream ne disposent que d'une seule version des faits économiques, celui des économistes libéraux. Ils n'ont pas accès à toute l'information qui leur permettrait de porter un jugement éclairé. C'est donc à la cause sociale de diffuser ces analyses, et la meilleure façon de le faire est de ne pas se dissiper sur des sujets annexes pour ne pas éroder la force politique qui se dégage des analyses économiques justes. La cause sociale est une cause légitime, qui a une légitimité historique et actuelle, éloignons de nous tout ce qui peut la délégitimer.

Les gilets jaunes, intelligemment, ont mis de côté la petite politique pour s'occuper uniquement de la grande politique, et c'est exactement la stratégie à adopter pour court-circuiter la stratégie de la bourgeoisie. Tout est dans le court-circuitage.

Émergence du gauchisme culturel

Il y a eu un décalage au fil du temps. Fut un temps où être de droite ou être de gauche avait une véritable signification politique, car les termes recoupaient, grosso modo, les antagonismes de classe. Or en 1983 un événement est venu casser ces représentations, c'est la date de la mise en place de la « parenthèse libérale » par François Mitterrand, élu président de la république deux ans plus tôt, abandonnant alors son programme socialiste (parenthèse libérale qui depuis lors ne s'est jamais fermée). Dès lors, il n'y pas avait plus de différence fondamentale entre la droite et la gauche, puisqu'elles promouvaient toutes deux la même politique économique. L'antagonisme entre la gauche et la droite s'est alors progressivement déplacé exclusivement sur les questions de mœurs, les questions de société.

Le président Mitterrand se disait socialiste, et était Secrétaire général du parti socialiste, ce qui a certainement provoqué une grande confusion dans les mots et dans les idées. À compter de cette date,

¹⁴ Hétérodoxe qui signifie étymologiquement hors de la doxa.

socialiste ne voulait plus dire socialiste, mais signifiait libéral, de centre-gauche. C'est également à partir de cette date que François Mitterrand, qui cherchait alors une idéologie de substitution afin de faire passer la pilule, a propulsé le gauchisme culturel¹⁵ au rang des idéologies officielles¹⁶.

Ce gauchisme culturel, né dans le capitalisme d'après-guerre et dans les mouvements et organisations situés à la gauche du parti communiste, est, dans le fond, un avatar de plus de l'individualisme libéral, et plus exactement une hybridation entre individualisme et communautarisme. Il s'agit de mettre en avant des revendications de droits de la part d'individus ou de groupes communautaires, d'où la forme du militantisme procédurier qu'il prend souvent. Il ne s'agit pas de défendre l'intérêt national, ni l'intérêt général, il ne s'agit pas de défendre les intérêts des travailleurs, ni de développer leur puissance économique. On peut affirmer qu'il n'existe à peu près aucun rapport entre le socialisme tel que conçu à l'origine et le gauchisme culturel. Rappelons-nous que, dans le texte fondateur *De l'individualisme et du socialisme*, écrit en 1834, Pierre Leroux avait précisément défini le mot socialisme en opposition à individualisme¹⁷.

Aujourd'hui, le développement du gauchisme culturel a conduit à couper en deux l'ensemble des forces de gauche. Que ce soit la famille socialiste, ou celle des républicains rouges, et même la famille du centre-gauche. Tandis que certains sont restés fidèles à la conception classique de la gauche sur la laïcité, une autre partie est quant à elle plus encline à la critique de la laïcité, plus proche du communautarisme.

Gauche et droite

De par le développement du gauchisme culturel, l'antagonisme entre la gauche et la droite tend à devenir de plus en plus caricatural dans les esprits. De mots signifiants, car adossés à peu près à la réalité matérielle des classes sociales, ils sont devenus insignifiants, car adossés à deux ensembles antagonistes d'opinions sur les sujets de société. De plus en plus, être de droite ou être de gauche signifie avoir tel ou tel style de vie, telles ou telles mœurs privées, tel ou tel caractère, telle ou telle esthétique, etc. Les mots gauche et droite ont perdu consistance pour devenir deux mots creux, superficiels, esthétiques, vides. On pourrait dire qu'ils se sont embourgeoisés.

La cause sociale ne propose aucun *lifestyle* particulier. Elle n'a aucune recommandation sur la nourriture qu'il faut manger ni sur les vêtements qu'il faut porter. Elle n'a pas de point de vue particulier à propos de la corrida, ni sur la vie sexuelle qu'il faut avoir, ni dans la religion qu'il faut croire ou ne pas croire. La cause sociale est indépendante de tout cela. La division politique ne se fonde pas sur les divisions entre les tempéraments personnels. Que vous soyez de tempérament plutôt conservateur ou plutôt progressiste dans les mœurs, cela ne concerne pas la cause sociale.

¹⁵ Gauchisme culturel parfaitement analysé par Jean-Pierre Le Goff notamment dans « Du gauchisme culturel et de ses avatars ». (Le Débat 2013/4, numéro 176)

¹⁶ Car, sur le même modèle que les cartels d'entreprises qui mettent en place une fausse concurrence tout en s'entendant sur les prix, il existe plusieurs idéologies officielles, qui s'entendent toutes sur la même politique économique.

¹⁷ En prenant soin par la suite de positionner le socialisme entre « l'individualisme absolu » et le « socialisme absolu ».

Les erreurs de la gauche radicale

La gauche radicale a pris pour habitude de prendre des positions clivantes sur ces sujets de société, voire d'aller à rebours du bon sens commun. Or c'est du sabotage que de prendre des positions clivantes sur ces sujets quand on est censé rassembler tous les travailleurs en expliquant leurs intérêts économiques communs, et l'essence même de la cause sociale est de se poser prioritairement sur le terrain des questions sociales et économiques.

Il faut pousser les libéraux à devoir affronter les questions économiques, car c'est ici qu'ils peuvent être mis en difficulté. Pour cela, il est nécessaire de ne leur laisser aucun angle d'attaques sur les autres sujets.

Parmi les exemples récents de positionnements extrêmes, on peut noter le soutien affiché venant de plusieurs organisations de gauche radicale¹⁸ contre l'expulsion de l'imam extrémiste Hassan Iquioussen, ceci alors que 93%¹⁹ des français approuvaient la décision d'expulsion. Les classes populaires ne peuvent pas comprendre de tels positionnements alors que certaines de leurs aspirations et demandes légitimes sont niées par cette même gauche radicale.

Une autre erreur récurrente de la gauche radicale est sa focalisation sur certains faits divers. On ne mobilisera pas la cause sociale par une focalisation sur des faits divers. Se focaliser sur les faits divers contribue à se désaxer des questions économiques, et c'est rentrer dans le jeu de ping-pong de l'antagonisme entre le gauchisme culturel et les tendances conservatrices et réactionnaires. Respecter le principe d'autonomie populaire aujourd'hui implique d'apporter des réponses apaisées et concrètes sur les questions de sécurité et des relations police/population.

La question de la violence

On retrouve dans l'extrême-gauche contemporaine un fétichisme de la violence qui fait office d'exception culturelle, et qui ne serait pas toléré s'il existait dans d'autres courants politiques. Ainsi pour prendre un exemple récent, on a pu observer à plusieurs reprises la formation trotskyste Révolution Permanente se permettre d'inviter tranquillement le terroriste d'extrême-gauche Jean-Marc Rouillan²⁰ dans ses réunions, lui conférant une parole publique et dès lors une légitimité politique. Il est à noter également que ce même Jean-Marc Rouillan était signataire d'une tribune de soutien au candidat de Révolution Permanente, Anasse Kazib, où il y était présenté comme « ancien prisonnier politique, écrivain ».

On peut mesurer à quel point ces organisations sont éloignées du bon sens commun.

Il est tout à fait nécessaire de prendre le contre-pied total de ce fétichisme de la violence et de mettre toujours les principes non-violents en avant. Il peut arriver que des violences surviennent lors de

¹⁸ Notamment venant du NPA, présent à la manifestation de soutien contre l'expulsion d'Hassan Iquioussen, ainsi que de plusieurs députés LFI s'étant exprimé contre cette expulsion sur les réseaux sociaux.

¹⁹ Sondage CSA, 31 août 2022

²⁰ Condamné deux fois à perpétuité pour les assassinats de l'ingénieur de l'armement René Audran en 1985 et du PDG de Renault Georges Besse en 1986.

manifestations, mais les organisations se réclamant de la cause sociale ne doivent pas se salir et se prémunir de toutes accusations d'incitations à la violence.

La bourgeoisie actuelle est bien plus l'Hypocrisie que la Violence. Par conséquent on ne la combattra pas par la violence, réelle ou verbale, mais par l'énoncé de faits économiques exactes.

Attaquer le système économique plutôt que le groupe social bourgeois dans son entièreté permet une certaine hauteur de vue, un certain détachement, une certaine virtuosité.

Le projet socialiste est celui de l'apaisement de la violence dans les rapports économiques, pourquoi donc voudrait-on adjoindre à ce projet une haine ou un mépris anti-bourgeois ? Est-ce donc cela l'universalisme prolétarien ? Cela ne ressemble en rien au peuple tel qu'il existe, qui juge habituellement les individus pour leurs comportements et leurs actes plutôt que par leur appartenance à une classe sociale. Il y a quelque chose de factice à vouloir agiter une haine ou un mépris contre la bourgeoisie toute entière, cette haine n'existe pas dans les classes populaires. Il y a une colère qui se dirige contre le pouvoir et ses représentants élus, ce qui n'est pas la même chose.

La cause sociale ne porte pas un message de haine, ni de mépris, ni même un message d'amour béat par ailleurs, mais un message d'intérêts. C'est entre adultes que l'on souhaite s'entendre. Il faut à la cause sociale des représentants qui soient des diplomates courtois et joviaux.

La stratégie de l'autonomie populaire

Il ne s'agit pas d'être complètement muet à propos des questions de société, bien entendu. Mais respecter le principe d'autonomie populaire consiste aujourd'hui à se réserver deux options possibles quant au positionnement à adopter sur ces questions :

- La mise en retrait, c'est-à-dire ne pas prendre position sur les questions pouvant causer inutilement de la division, ex : débats sur l'interdiction de la corrida, débats sur la chasse, débats sur l'écriture inclusive, question de l'euthanasie, etc. Il est absurde de placer le curseur de la division politique sur ce genre de thèmes, et un chasseur comme un opposant à la chasse doivent pouvoir voter en confiance pour le même parti afin de défendre leurs intérêts.
- La recherche d'un consensus républicain, sur les questions importantes qui nécessitent un compromis avec les autres forces républicaines, ex : questions relatives à la laïcité, questions relatives au féminisme, gestion à adopter durant une crise sanitaire, etc.

Au cas par cas, soit il ne faut pas parler des sujets de société, soit il faut tenir un discours consensuel. Mais en aucun cas il ne faut adopter un positionnement fort ou extrême sur ces questions, car il convient de rassembler le plus de monde possible, et les questions de société traversent cette dernière de façon verticale quand nous voulons faire constater la division en classe de celle-ci.



Le capital, déployant ses intérêts, peut revêtir plusieurs idéologies, et être représenté par la majorité des formations politiques institutionnelles. Il faut donc à la cause sociale pouvoir disposer de la même souplesse en tolérant une plus large variété d'opinions de ses adhérents ou sympathisants concernant les débats de société.

Il s'agit de court-circuiter le jeu bourgeois et politicien. Et voici le principe général qui permet de s'en extirper en respectant le principe d'autonomie populaire : le champ des opinions acceptables pour la cause sociale doit avoir exactement la même dimension que le champ des opinions qui sont reconnues républicainement acceptables. Le principe est de permettre une variété d'opinion souple tout en posant une barrière ferme contre les opinions extrêmes, qui doivent être naturellement rejetées : racisme, homophobie, misogynie, etc.

Mais il faut pouvoir dire : que vous soyez plutôt conservateur ou plutôt progressiste sur tel ou tel sujet, cela ne concerne pas la cause sociale, et tout ce que l'on vous demande est de bien calculer votre intérêt.



« Le véritable esprit révolutionnaire, bien loin de méconnaître les différences qui se marquent dans la société ennemie, les utilise au contraire pour disjoindre les forces adverses et pousser en avant le prolétariat. »

(Jean Jaurès, « Le vrai marxisme », *La Petite République*, 1900)

Opposons également à la souplesse du capital la virtuosité du socialisme. C'est-à-dire la capacité d'identifier, de saluer ou de pousser toutes propositions, analyses ou initiatives allant dans le sens de l'intérêt général et de l'intérêt des travailleurs.

Faisons confiance dans la capacité des français à distinguer la grande politique de la petite politique, et à déterminer leur vote selon leurs intérêts. Respectons les principes du nouvel esprit égalitaire, qui demande le respect pour l'intelligence de chaque personne. Pour prendre un exemple, la pratique de la consigne de vote n'est-elle pas une pratique dépassée ? Les électeurs sont des adultes capables de prendre leurs décisions de façon autonome et n'ont pas besoin de consigne.



Le pouvoir veut faire passer ses opposants pour irrationnels, et souhaite se garder un monopole de la raison factice. Il est donc tout à fait nécessaire de se prévenir de cette manœuvre et de tenir un discours impeccablement rationnel, parfaitement en accord avec la science et ne cédant jamais à des passions mauvaises. Le développement des discours relevant de l'anti-science durant l'épidémie de COVID a, par exemple, été une aubaine pour le gouvernement. Le pouvoir cherchait une façon de présenter l'opposition comme irrationnelle et il l'a trouvé.

L'opposition intellectuelle entre socialisme et libéralisme se joue sur une contestation du monopole de la rationalité. Soyons donc de dignes représentants de la raison car toute faille sera impitoyablement exploitée par l'adversaire.

Pour un antiracisme populaire

Sur cette question primordiale, il est nécessaire de se distinguer de ce que l'on pourrait nommer l'antiracisme officiel pour mieux défendre les principes simples de l'antiracisme populaire, qui est tout fait de respect et d'intelligence, et qui est la façon dont l'antiracisme est pratiqué en France au quotidien par des millions de personnes.

Soyons précis, qu'est-ce que signifie être raciste ? Être raciste, dans son acception usuelle et commune, signifie avoir en tête tout un tas de clichés et de préjugés – forcément péjoratifs – à l'encontre d'une ethnie ou d'une communauté. Faire reculer le racisme consiste donc, très basiquement, à réduire quantitativement le nombre de personnes racistes dans la population.

Par antiracisme officiel il faut entendre cet antiracisme d'origine universitaire, agressif, qui vise à exacerber l'identité des minorités, s'appuyant volontiers sur les tendances communautaristes, et propageant une certaine *mythologie des origines*. Or, en France en tout cas, la cause sociale ne peut s'enraciner que dans une vision universaliste, et non pas différentialiste.

Nous ne nions pas la pertinence des travaux sociologiques dits intersectionnels, qui montrent certaines réalités, mais nous critiquons l'usage politique qui en est fait.

Il faut douter de l'efficacité de ces types de discours si l'objectif affiché est de faire reculer le racisme. Une personne est-elle déjà passée de raciste à non-raciste en entendant des discours évoquant des thèmes tels que le « privilège blanc » ou la « fragilité blanche » ? Il nous semble que non, et que ce type de discours peut au contraire être contre-productif.

Nous voulons un antiracisme qui s'inscrit pleinement dans un projet patriotique, puisqu'il s'agit de reconnaître l'appartenance de tous à la communauté nationale. Il est par ailleurs malsain d'opposer ces deux notions comme le font les tendances extrêmes-droitières.

C'est pourquoi, parallèlement, il ne faut pas agiter mais au contraire critiquer la mythologie des origines, et rappeler notre appartenance à la communauté nationale.



Il faut pointer le peu de leviers dont dispose le politique afin de faire baisser le racisme. L'exécutif possède une marge de manœuvre, car il a le choix de faire appliquer ou non les sanctions des agents publics accusés de racisme, c'est un point important mais ce n'est pas ici un élément décisif.

Le législateur, lui, est désormais impuissant face au racisme, en tout cas depuis l'adoption de la loi contre le racisme en 1972 puis par les divers compléments qui ont été apportés à la loi. Les lois sont faites il n'y a donc désormais plus grand-chose à réaliser de ce côté, si ce n'est veiller à leur bonne application.

Mais ni l'exécutif ni le législatif ne peuvent pratiquer l'opération qui conduirait un raciste à devenir non-raciste, car cela ne se décrète pas.

Nous pouvons identifier trois leviers majeurs afin de faire reculer le racisme, c'est-à-dire, rappelons-le, de faire baisser quantitativement le nombre de personnes racistes dans la population :

1) Un levier qui ne dépend pas du politique mais qui est de l'ordre du comportemental et du quotidien, c'est tout simplement l'action et la vie quotidienne des personnes visées par le racisme. La cause antiraciste peut compter pour elle des milliers de travailleurs de l'ombre qui, par leur trajectoire ou leur personnalité, forcent le respect de leurs congénères. Et ainsi font positivement passer certaines personnes de racistes à non-racistes. Le monde du travail tient une place première dans ce processus, car c'est bien souvent sur le lieu de travail que l'on a l'occasion de faire ses preuves, et c'est pourquoi le problème du chômage est ici aussi majeur.

C'est cette masse de travailleurs de l'ombre qui constitue la base matérielle stable de l'antiracisme, ainsi que la masse accumulée de toutes les actions passées ayant permis de « forcer le respect ».

2) L'enseignement de l'histoire et des désastres engendrés par le racisme. Et la qualité de l'enseignement est directement corrélée à l'état de l'éducation nationale.

3) Enfin le levier économique est primordial pour la cause antiraciste. On sait bien aujourd'hui que les périodes de crises économiques et de paupérisation provoquent une montée du racisme, on peut donc raisonnablement en déduire qu'une période de prospérité économique le ferait baisser.

Réenclencher une forme d'ascenseur social permettrait aux descendants d'immigrés de s'éparpiller dans la société, eux qui ont en général commencé en bas. Le communautarisme dans les esprits ne sera jamais aussi bien combattu qu'en cassant et en empêchant matériellement la constitution de ghettos ethniques.



Certains soupçonnent à tort les classes populaires de pouvoir sombrer dans des formes de racisme violent ou d'irrationalité, et ce n'est pas les respecter que de penser cela. Il est nécessaire pour la cause sociale de s'extraire des conflits ethnoculturels, qui prennent bien trop de place dans la structuration du clivage politique, afin de se recentrer sur les questions économiques. Ce qui implique de tenir un discours apaisant sur ces questions, et d'éviter toute forme d'agressivité ou de généralisation. Nous ne voulons pas plus d'un discours visant à radicaliser la majorité que d'un discours visant à radicaliser les minorités. Nous ne voulons pas d'un antiracisme sous des formes adolescentes et provocatrices mais d'un antiracisme pour adultes, qui s'entendent en bonne intelligence.

Intérêt égoïste et intérêt de classe

Nous sommes dans l'époque du triomphe de l'individualisme, et globalement nous pouvons dire que l'esprit collectif a perdu du terrain face à l'esprit égoïste lors de ces dernières décennies. Il existe toutefois une stratégie rhétorique possible pour la cause sociale, qui est de jouer sur l'intérêt égoïste des classes populaires. Et ceci doit se faire sans aucun scrupule, comme le notait Jaurès²¹. Les gens espèrent un avenir meilleur pour eux et pour leurs enfants, ils veulent « vivre et bien vivre et ne s'en cachent pas ». Toute notre tâche est de parvenir à relier l'intérêt personnel de chaque individu des classes populaires à son intérêt de classe. Concilier l'intérêt égoïste et l'intérêt de classe cela s'est notamment concrétisé intelligemment dans la méthode d'action des « péages gratuits » pratiquée par les gilets jaunes.

L'intérêt majeur des classes populaires est qu'il n'y ait pas de chômage. Pour le chômeur cela signifie une plus grande facilité à retrouver un emploi, tandis que pour le salarié cela signifie une hausse des salaires, les capitalistes ne disposant plus de « l'armée de réserve » des chômeurs pour faire pression à la baisse. Et ceci n'est nullement contradictoire avec l'intérêt des petits propriétaires ou des travailleurs indépendants qui ont besoin d'une forte consommation populaire afin de faire vivre leurs activités.

C'est donc le chômage de masse, induit par les politiques néo-libérales, qui est l'ennemi. Et pour qu'il n'y ait pas chômage de masse, il faut qu'il y ait réindustrialisation, l'industrie pouvant fournir un grand nombre d'emplois, notamment aux non-diplômés. Enfin, pour qu'il y ait réindustrialisation, il faut qu'il y ait protectionnisme, ce qui signifie une rupture avec l'Union Européenne et ses traités. Voilà le schéma qui doit être répété et doit constituer l'argument fort à opposer aux libéraux.

²¹ « Le socialisme est une morale », tiré du recueil *Rallumer tous les soleils*, Jean-Pierre Rioux, 2006

Le socialisme et le travail

Trop souvent, et dans toutes les catégories sociales, le socialisme est assimilé à une politique visant uniquement à distribuer des aides sociales. Or il est de bon sens populaire qu'il est malsain de ne pas travailler et de vivre en profitant des aides sociales.

Il est tout à fait important de se différencier de cette image malsaine en pointant le fait que c'est le néolibéralisme qui produit un taux de chômage structurel important, et que notre combat se situe pour les travailleurs. Il ne s'agit pas d'être agressif envers les allocataires des aides sociales mais de bien souligner que notre projet n'est pas de rendre soutenable le chômage de masse en distribuant des aides sociales mais au contraire de sortir de celui-ci.

Il y a même la possibilité de récupérer la « valeur travail » cher aux communicants et aux politiciens libéraux pour la retourner contre eux. Car c'est bien leur système qui produit un nombre de chômeurs immanquablement supérieur au nombre d'emplois vacants. Ainsi les derniers chiffres disponibles donnaient le nombre de 362 800 emplois vacants en France pour 2 944 700 chômeurs en catégorie A²². L'hypocrisie bourgeoise éclate au grand jour compte tenu de ces chiffres. Comment peuvent-ils oser se réclamer de la « valeur travail » alors qu'ils promeuvent une politique qui produit un chômage de masse de façon structurel ?

La France se plaçait à la 13^e position des pays de l'OCDE²³ en termes de productivité en 2021. Les français travaillent bien, ils sont efficaces et productifs, c'est les insulter que de leur dire qu'ils ne sont pas assez compétitifs et ne travaillent pas assez, ce que sous-entendent ou disent franchement les économistes libéraux. Le travail des français est la base stable de la société. C'est de tout en haut, au niveau des grandes politiques nationales qui sont conduites, que vient le déclin économique général du pays.

Ne fétichisons pas le travail, utiliser le progrès technique afin de baisser le temps de travail et d'alléger les peines restera toujours un objectif majeur du socialisme. Mais ne le dénigrons pas non plus, car c'est dénigrer les travailleurs.

Autonomie populaire et politique internationale

Respecter le principe d'autonomie populaire nécessite de ne pas salir la cause sociale en ayant des positions extrêmes et controversées sur les questions de politiques internationales.

²² Chiffre de la DARES, deuxième trimestre 2022

²³ En PIB par heure travaillée, Chiffres OCDE 2021

Il y a un péché constant dans la gauche française qui consiste à faire de la position à adopter à propos de tel ou tel pays des questions absolument primordiales. Or c'est ne pas respecter les travailleurs, car c'est embarquer leur cause dans des aventures hasardeuses et dangereuses, et les travailleurs n'ont rien demandé.

Les intellectuels représentants du socialisme et de la gauche ont historiquement failli à de nombreuses reprises. Sur la base de constructions idéologiques factices ils ont attiré envers la cause sociale des hostilités et un discrédit qui n'avaient pas lieu d'être.

Le plus grand exemple est évidemment le soutien constant apporté par le PCF et ses compagnons de route à l'URSS, malgré les actes brutaux réalisés par ce pays durant son existence. Rappelons-nous nous également du soutien du journal *Le Monde* aux khmers rouges et de la tribune « Kampuchéa vaincra ! »²⁴ publié par le philosophe Alain Badiou dans le même journal. Il a existé également une tendance maoïste qui légitimait les crimes de masse du régime chinois.

Les classes populaires françaises ne soutiennent aucune dictature, elles n'ont que des aspirations démocratiques, pourquoi alors devraient-elles avoir des représentants qui soutiennent des dictatures ? Il y a manifestement sur ces questions une déconnexion entre les militants et les aspirations des français.

Un cas particulièrement éclairant de cette déconnexion est la question israélo-palestinienne. Ce conflit a été surexposé pendant des décennies par la gauche sans tenir compte de notre spécificité nationale, à savoir l'existence de français juifs et musulmans. Au plus grand mépris des caractéristiques de la population française, la gauche radicale en a fait un élément central de sa doctrine, en estimant qu'il fallait absolument être pro-palestinien pour être de gauche.

N'aurait-elle pas du plutôt essayer d'apaiser les tensions et de réduire cet élément de division au sein de la population ? Quel intérêt y'a-t-il à faire de cette question un élément important dans notre pays, la France, qui nous semble-t-il, a une influence somme toute négligeable sur le destin de cette région du monde ?

La cause sociale est indépendante du soutien des intellectuels de gauche à tel ou tel pays ou régime. La cause sociale ne souhaite pas choquer l'opinion, elle ne cherche pas à se distinguer par un esprit de provocation malsain. Il est à ce titre absolument nécessaire à notre époque de se distancier de l'instrumentalisation que fait le pouvoir russe de la notion d'anti-impérialisme.

Il y a une grande immodestie dans la gauche radicale sur ces questions internationales, et une décorrélation totale par rapport aux besoins des français, et il est nécessaire aujourd'hui de tirer le bilan critique de ces positionnements passés.

Afin de respecter le principe d'autonomie populaire, les considérations internationales doivent se recentrer principalement sur les intérêts nationaux. Car il faut être honnête et exposer les contentieux qui nous attendront avec l'Union européenne et l'Allemagne si nous souhaitons réaliser une politique

²⁴ *Le Monde* du 17 janvier 1979

protectionniste. Mais contentons-nous de ne proposer sur les questions internationales que des explications et des solutions qui concernent les problématiques françaises, et évitons comme la peste les positionnements forts lorsque les intérêts nationaux ne sont pas en jeu.

La question de l'immigration

Immigration, émigration et socialisme

Le mouvement ouvrier portait autrefois une analyse des phénomènes migratoires qui est toujours juste, et avec laquelle il s'agit de renouveler aujourd'hui, en omettant les mots violents de l'époque.

Les socialistes étaient pris dans une contradiction sur la question migratoire. Ils constataient d'un côté les effets économiques négatifs sur les salaires de l'afflux de nouveaux travailleurs et en concluait logiquement la nécessité des contrôler ces flux, mais ils prenaient soin parallèlement de condamner le chauvinisme et d'en appeler à la fraternité internationale des travailleurs.

Ainsi, dans son fameux discours « Pour un socialisme douanier »²⁵, Jaurès exprime ce point de vue, avec des mots trop violents pour notre époque : « Nous protestons contre l'invasion des ouvriers étrangers qui viennent travailler au rabais. Et ici il ne faut pas qu'il y ait de méprise ; nous n'entendons nullement, nous qui sommes internationalistes, [...] éveiller entre les travailleurs manuels des différents pays, les animosités d'un chauvinisme jaloux ; non, mais ce que nous ne voulons pas, c'est que le capital international aille chercher la main-d'œuvre sur les marchés où elle est la plus avilie, humiliée, dépréciée, pour la jeter sans contrôle et sans réglementation sur le marché français et pour amener partout dans le monde les salaires au niveau des pays où ils sont le plus bas.

C'est en ce sens, et en ce sens seulement, que nous voulons protéger la main-d'œuvre française contre la main-d'œuvre étrangère, non pas, je le répète, par un exclusivisme d'esprit chauvin, mais pour substituer l'internationale du bien-être à l'internationale de la misère. »

On peut observer cette même logique dans la position de la CGT dans la période d'après-guerre, où dans plusieurs congrès entre 1948 et 1961, le syndicat s'est prononcé en faveur d'un arrêt de l'immigration. Cette position était appuyée par une série d'arguments qui revenaient de façon constante²⁶, la CGT considérait que l'objectif du patronat et du gouvernement, en introduisant de la main-d'œuvre étrangère en France, était d'accroître l'armée de réserve industrielle pour :

- Exacerber la concurrence entre ouvriers.
- Peser sur les salaires et les conditions de vie l'ensemble de la classe ouvrière
- Freiner les revendications des travailleurs

Mais encore une fois on retrouvait dans le positionnement de la CGT le souci de ne pas éveiller de tensions avec les travailleurs étrangers déjà présents en France, et de prendre en charge leur revendications. Ainsi dans la résolution adoptée au 32^e congrès confédéral de juin 1959, la CGT précisait : « L'opposition à toute nouvelle introduction de main-d'œuvre n'est pas incompatible, bien au

²⁵ Prononcé à la Chambre des députés le 17 février 1894.

²⁶ Comme l'a noté Léon Ganni dans « Syndicats et travailleurs immigrés », 1973

contraire, avec la position traditionnelle de la CGT sur l'absolue nécessité de défendre les travailleurs immigrés déjà présent en France. »

L'analyse que fait Marx de l'immigration irlandaise en Angleterre est également intéressante à plus d'un titre. Dans cette lettre adressée à des amis socialistes allemands²⁷, Marx commençait par analyser le contexte géopolitique, qui était à cette époque celui de la domination anglaise imposée à l'Irlande, et l'étranglement économique des irlandais que cela engendrait. Il constatait par la suite l'effet négatif sur la classe ouvrière anglaise de l'afflux des travailleurs irlandais poussés à émigrer par la misère :

« En raison de la concentration toujours plus grande des exploitations agricoles, l'Irlande fournit sans cesse un excédent de main-d'œuvre au marché du travail anglais et exerce, de la sorte, une pression sur les salaires dans le sens d'une dégradation des conditions matérielles et intellectuelles de la classe ouvrière anglaise.

Ce qui est primordial, c'est que chaque centre industriel et commercial d'Angleterre possède maintenant une classe ouvrière *divisée* en deux camps hostiles : les prolétaires anglais et les prolétaires irlandais. L'ouvrier anglais moyen déteste l'ouvrier irlandais en qui il voit un concurrent qui dégrade son niveau de vie. Par rapport à l'ouvrier irlandais, il se sent membre de la nation *dominante* et devient ainsi un instrument que les aristocrates et capitalistes de son pays utilisent *contre l'Irlande*. Ce faisant, il renforce leur domination sur lui-même. Il se berce de préjugés religieux, sociaux et nationaux contre les travailleurs irlandais. Il se comporte à peu près comme les blancs pauvres vis-à-vis des nègres dans les anciens États esclavagistes des États-Unis. L'Irlandais lui rend avec intérêt la monnaie de sa pièce. Il voit dans l'ouvrier anglais à la fois un complice et un instrument stupide de la *domination anglaise en Irlande*.

Cet antagonisme est artificiellement entretenu et développé par la presse, le clergé et les revues satiriques, bref par tous les moyens dont disposent les classes dominantes. *Cet antagonisme est le secret de l'impuissance de la classe ouvrière anglaise*, malgré son organisation. C'est le secret du maintien au pouvoir de la classe capitaliste, et celle-ci en est parfaitement consciente. »

Bien plus que les pressions à la baisse exercées par l'afflux de nouveaux travailleurs, il voyait dans l'afflux de travailleurs étrangers un moyen pour les capitalistes d'introduire et d'exploiter un antagonisme dans la classe ouvrière. Et c'est dans le maintien de cet antagonisme qu'il voyait le « secret du maintien au pouvoir de la classe capitaliste ».

Il nous semble que le socialisme devrait avoir pour première revendication de pouvoir *vivre et travailler au pays* et non pas de défendre une sorte de marché mondial du travail où les travailleurs doivent être mobiles et se plier au gré du marché. Comme le disait très justement Paul Lafargue : « Nous, socialistes internationaux, nous sommes les ennemis de l'émigration, nous ne voulons pas que le prolétaire quitte son pays natal, nous voulons qu'il y trouve son bien-être »²⁸.

²⁷ Lettre à Sigfrid Meyer et August Vogt, 9 avril 1870

²⁸ Citation tirée de « Jaurès, les socialistes et l'immigration (1880-1914) », de Gilles Candar, 2017

Aujourd'hui

Notre système économique est tout à fait différent de celui de l'époque de Jaurès ou de Marx, il existe notamment un salaire minimum qui n'existait pas en leur temps. Sauf dans les cas particuliers du travail au noir et du travail détaché, les travailleurs immigrés sont payés au même taux que les nationaux. Mais il existe tout de même un mécanisme qui fait que le capital adore l'immigration : plutôt que de devoir augmenter les salaires et accorder des avantages dans les domaines où ils ont du mal à embaucher, le patronat préfère faire venir des étrangers qui ne vont pas réclamer de hausses salariales et seront moins regardant sur l'application du droit du travail. L'immigration économique vient en quelque sorte casser le cours normal des négociations entre salariés et patronat, par une opération de court-circuitage.

Et c'est bien l'immigration économique qu'il s'agit de cibler, car la logique consistant à faire venir des travailleurs étrangers quand le pays connaît déjà un fort chômage est incompréhensible. Pour répondre aux problèmes des emplois non pourvus nous demandons des formations et une hausse des salaires et des conditions de travail.

Mais si le patronat aime l'immigration cela tient plus à des raisons politiques, ce que Marx a bien noté. Car en effet, dans les aspects psychologiques de la lutte des classes, l'effet principal de l'immigration est de produire une certaine déstabilisation dans le camp des travailleurs. Outil de division par excellence, une immigration abusive produit un fractionnement dans les classes populaires, ce qui porte atteinte à la construction de son unité, et qui produira une démoralisation.

Si on analyse platement les intérêts de classe, l'intérêt des classes populaires est qu'il n'y ait pas trop de divisions au sein des travailleurs, afin de pouvoir constituer un ensemble solide capable de mettre la bourgeoisie à nue devant les questions économiques. Donc, sur cette question, défendre efficacement la cause sociale revient à tenir les discours et à pousser les solutions pratiques tendant à calmer le jeu et à effacer les tensions au sein des classes populaires. Mais donc il faut bien dire qu'une immigration abusive est un facteur de division, qu'elle alimente sans cesse la division.

Le patronat voit toujours d'un bon œil l'immigration, qu'il encourage toujours, voir organise. L'immigration économique est un élément du libre-échange, et le patronat pousse ses avantages sur tous les points. C'est donc à nous de pousser les avantages des travailleurs sur tous les points. Réduire les flux d'immigration en France serait bon pour tous les travailleurs, français comme immigrés.

Les français et l'immigration

Les sondages sont sans appel. Pour les derniers chiffres disponibles, 71% des français estiment qu'il faut réduire considérablement les flux d'immigration en France²⁹, et cette proportion monte à 78% lorsqu'il s'agit des catégories socio-professionnelles CSP-.

Les classes populaires multiplient depuis bientôt 30 ans les appels à la gauche pour changer sa position sur la question de l'immigration, comme l'a montré le grossissement puis l'ancrage du vote FN/RN en son sein.

Evidemment, l'immigration n'est pas leur principale préoccupation, car la première préoccupation des classes populaires est d'ordre économique, mais ce n'est pas parce que ce n'est pas leur première préoccupation que ce n'en est pas une. Cela reste une préoccupation très importante et plus importante pour les ouvriers que pour les autres classes sociales. Cette revendication légitime a été ignoré pendant une période beaucoup trop longue et continue à l'être aujourd'hui, au point de devenir le symbole de la non-prise en compte de leurs paroles et de leurs aspirations par la gauche.

Signalons qu'un mouvement de la gauche sur ce sujet serait un coup tactique et stratégique formidable, qui lui permettrait non seulement de pouvoir constituer un bloc populaire et de renouer avec la victoire, mais encore de porter un coup dur au Rassemblement national en tant que force politique.

Comment parler de l'immigration ?

Le socialisme est pris dans une contradiction sur la question de l'immigration, il doit en effet se positionner pour une régulation des flux, compte tenu de ce qui a été vu précédemment. Mais il doit aussi œuvrer à la construction d'une unité politique dans les classes populaires, et ce en incluant les travailleurs étrangers.

Pour ces raisons, la position idéale est d'allier une politique de naturalisation des travailleurs étrangers déjà présents à une politique de réduction des entrées. Il y a un certain nombre de naturalisations à faire ainsi qu'un certain nombre d'expulsions, et il n'y a pas de manichéisme à avoir en la matière.

Également, les réfugiés politique ou de guerre doivent être bien accueillis et bien traités en y mettant les moyens nécessaires.

Il est évidemment nécessaire de se positionner contre cette aberration que constitue le travail détaché instauré au niveau européen, car il est anormal qu'une personne travaillant sur le territoire ne bénéficie pas du même salaire et des mêmes droits, ce qui constitue un cas de dumping social évident.

²⁹ À la question « faut-il réduire considérablement le flux d'immigration en France ? », 37% des sondés ont répondu « Oui, tout à fait » et 34% « Oui, plutôt », ce qui donne 71% de réponses favorables contre 20% des sondés ayant répondu « Non, plutôt pas » et 8% « Non, pas du tout » ce qui donne un total de 28% de réponses défavorables. Enquête de l'institut CSA, 27 juillet 2022.

Le problème des OQTF³⁰ et de leur très faible taux d'exécution doit être également pris en charge, un rapport au Sénat du premier trimestre 2021 a révélé que seulement 5,7% des OQTF était appliqué, un taux historiquement bas. Cette demande figurait par ailleurs sur la liste des revendications des gilets jaunes.

Il est également tout à fait indispensable pour les représentants de la cause sociale de tenir un discours fin et nuancé sur ces questions, et d'éviter toute démagogie, tout grossissement. C'est un chemin de crête qu'il faut emprunter. Le principe général doit être que la critique de l'immigration doit cesser là où la critique des étrangers commence.

Il ne s'agit pas de placer l'immigration comme cause explicative unique à tous nos problèmes comme peuvent le faire certains discours paranoïaques et extrêmes-droitières. Il ne s'agit pas de faire de l'immigration la question principale et de ne faire campagne que sur ce sujet, comme nous l'avons vu ce sont les sujets économiques qui doivent être mis en avant. Cependant il faut pouvoir se prononcer clairement pour une réduction des flux migratoires lorsque la question est évoquée.

Il y a un pacte internationaliste à faire, et c'est un point tout à fait crucial. La demande des classes populaires françaises de réduire l'immigration n'est pas incompatible avec l'internationalisme, à la condition qu'il soit joint à cette demande une volonté ferme de briser le restant des liens néocoloniaux qui forment le système Françafrique³¹. Comme nous souhaitons disposer de notre pleine indépendance nationale, nous souhaitons que les pays dont la pleine souveraineté est entravée par l'action de la France puissent disposer de la leur.

Comme le disait Jean-Jacques Rousseau³² : « Défiez-vous de ces cosmopolites qui vont chercher loin dans leurs livres des devoirs qu'ils dédaignent de remplir autour d'eux. Tel philosophe aime les Tartares, pour être dispensé d'aimer ses voisins. », c'est un comportement qui est toujours tout à fait observable aujourd'hui.

Le peuple français a droit à la même dignité et à la même prise en compte de ces aspirations que les autres peuples, ni plus ni moins. L'émigration est une blessure pour les personnes qui y sont acculées. Mais il faut reconnaître également que l'immigration a un effet déstabilisant sur un pays et particulièrement sur les classes populaires qui le compose, et la coupure entre ces dernières et la gauche radicale ne pourra être résorbée tant que ce fait n'est pas reconnu.

Les classes populaires ont besoin d'un parti qui propose une réduction de l'immigration sans tenir un discours agressif ou raciste, mais au contraire un discours qui porte un projet positif. Si nous voulons une réduction des flux migratoires c'est par la nécessité de digérer les vagues d'immigrations récentes, et par volonté d'assurer une stabilité aux classes populaires.

³⁰ Obligation de quitter le territoire français.

³¹ Système Françafrique qui, bien qu'ayant perdu en influence ces derniers temps, continue d'exister et dont les agissements sont toujours documentés régulièrement par l'association *Survie*.

³² Dans « Émile ou De l'éducation », 1762

Les choses changent en Europe, et déjà les sociaux-démocrates danois et suédois ont revu leur position pour désormais adopter un discours critique sur l'immigration³³. La députée Sahra Wagenknecht en Allemagne, de gauche radicale, tient le même discours. L'aggiornamento est en cours.

En France, durant la pré-campagne présidentielle de 2022, Arnaud Montebourg a voulu aborder le sujet, maladroitement³⁴. Julien Dray, figure du centre-gauche et ancien cadre du Parti Socialiste, dit être favorable à une « gestion contraignante des flux migratoires »³⁵. Signalons enfin que dans la gauche française, le parti République Souveraine a certainement à l'heure actuelle les analyses les plus poussées sur ce sujet.

³³ « Les habits neufs de la social-démocratie scandinave », Le Monde, Anne-Françoise Hivert, 21 janvier 2022

³⁴ Arnaud Montebourg a en effet déclenché une polémique en déclarant, en novembre 2021 au micro de RTL, vouloir bloquer tous les transferts d'argent privés vers les pays qui refusent de rapatrier leurs ressortissants visés par une obligation de quitter le territoire français. Ici l'approche n'était pas la bonne car elle visait des familles envoyant des fonds à leurs proches.

³⁵ Interview pour *Causeur*, 3 juin 2022.

Conclusion

Un moment historique a été raté par la gauche radicale, mais tout n'est pas terminé. Un devoir de réforme s'impose à elle alors que les préoccupations et difficultés économiques deviennent de plus en plus grandes pour les classes populaires. L'urgence presse. C'est par une hausse de la qualité de son discours que la gauche doit se réformer, et par une réponse ciblée aux attentes des catégories populaires. Il lui faudra pour cela se hisser aux exigences du nouvel esprit égalitaire et hausser le niveau tactique et stratégique dont elle a fait preuve jusqu'à présent. Il est nécessaire de se montrer impeccable sur la forme et de se parer de toutes les attaques possibles des libéraux, et l'erreur n'est pas permise de par le déséquilibre de puissance médiatique. Chaque erreur peut être payée durement par une vendetta médiatique qui discréditerait la cause sociale. Mais celle-ci est difficilement attaquable par ces mêmes libéraux lorsqu'il est question des questions économiques, car c'est bien leur modèle qui produit le déclassement national et le déclassement économique des classes populaires. C'est pourquoi tout le jeu de la cause sociale consiste à forcer les libéraux à se battre sur le terrain qui leur est défavorable.